

Frédéric Lordon : leur dette, notre démocratie

[transcription]

Réunion 15 Janvier 2012 – ATTAC et Médiapart

Puisque les questions de cette table ronde sont posées carrément, j'ai pris le parti d'y répondre de même, c'est-à-dire sans circonlocutions inutiles. La question, c'est : « Quel remède à la crise démocratique européenne ? », ma réponse : « Le soulèvement ou la table rase par l'effondrement financier ».

Ce sera l'un des deux en tout cas ; car la chose que par charité, nous persistons à appeler « démocratie représentative » est morte et bien morte, et ça fait un moment déjà : souvenez vous de l'époque gratinée du traité constitutionnel européen... Il apparaît aujourd'hui de plus en plus visiblement que nous vivons dans un régime politique assez spécial que nous pouvons qualifier d'« oligarchie autistique » et dans lequel il n'y a plus aucun mécanisme endogène de correction, plus aucune force de rappel entre gouvernés et gouvernants, et où presque tous les mécanismes de médiation et de représentation sont effondrés. Il faudrait parler des médiations médiatiques, syndicales. Et c'est évidemment la médiation proprement politique qui est en cause à voir en tout cas le splendide deuxième tour qui s'annonce déjà et qui nous réserve dans le meilleur des cas l'équivalent fonctionnel radiieux de la succession Papandreou par Papademos, Berlusconi par Monti, et Zapatero par Rajoy, et tout ce que vous voulez, c'est-à-dire le remplacement du même par le même. Et si d'aventure il y en a parmi vous qui aurait décelé dans le programme du candidat dit « socialiste » la moindre velléité de mise en cause sérieuse des structures de l'Europe néolibérale, surtout qu'il nous le fasse connaître...

Or, comme chacun sait maintenant, la première de ces structures réside dans le choix délibéré de contraindre les politiques économiques à la dépendance aux marchés financiers et, par suite, à l'exposition permanente à leur jugement. C'est pourquoi – et quitte à ce que la chose vous semble d'abord paradoxale spécialement après ce qui s'est passé (dégradation de la note de la France)– je voudrais redire ici que la question des agences de notation est absolument périphérique. Elle est parfaitement secondaire. Il n'y a aucun lieu de s'étonner qu'un univers comme les marchés de capitaux qui fonctionnent fondamentalement à la croyance, à l'opinion, au jugement secrète en leur sein des producteurs spécialisés de croyance

d'opinion et de jugement. Et s'imaginer changer quoi que ce soit par la nationalisation des agences ou bien par quelque indigent projet de les soumettre à régulation est une vue de l'esprit. Nul ne peut empêcher une communauté d'opinion de produire des opinions, et surtout des producteurs d'opinions. Supprimez ou encadrez des agences, et vous verrez aussitôt en resurgir ailleurs des équivalents fonctionnels, locuteurs autorisés ou prescripteurs reconnus, qui deviendront les nouveaux points focaux de cette communauté d'opinion qu'est la finance, avec exactement les mêmes effets et les mêmes pouvoirs qu'aujourd'hui.

Le problème donc n'est pas dans ces points focaux. Il est dans l'ensemble de la structure elle-même dont ces points focaux ne sont que des épiphénomènes. C'est avec cela, c'est-à-dire avec la structure dans son ensemble et non avec le détail de second ordre des agences qu'il faut rompre, et pour des raisons en fait fondamentalement politiques, bien plus qu'économiques. Car le groupe informel des investisseurs internationaux s'est maintenant établi par effraction comme tiers intrus au contrat social. La politique est faite pour lui et selon lui. Démonstration éclatante avec la réforme des retraites... Souvenez-vous... De l'aveu-même du président, dans un touchant accès de candeur, elle a été faite sans mandat populaire légitime et je cite « pour conserver à la France son triple A ». Le succès a été extraordinaire...

Il est maintenant avéré que la tératologie, science des difformités monstrueuses des corps naturels, s'étend également à la politique, car du point de vue de toute la philosophie politique moderne, il y a bien lieu de parler de « monstruosité » à propos de cette éviction du peuple, pourtant seul ayant-droit légitime des politiques publiques, mais maintenant dépouillé de tout souveraineté et remplacé par le corps informel des créanciers internationaux.

Eh bien une anomalie monstrueuse de ce format appelle un événement de même calibre pour la renverser. Et ça tombe bien justement : il pourrait s'en profiler un qui pourrait être à la hauteur de la situation... Car, comme en 2007-2008, c'est le compartiment interbancaire de la finance [cf, ma remarque sur ce compartiment interbancaire, le compartiment de tous les paiements] qui risque d'être l'épicentre du nouveau séisme. Et dans une situation de risques systémique géant, cette fois sans aucune politique solvable pour venir rattraper les banques, il ne reste que la banque centrale, mais confrontée évidemment à une obligation de création monétaire massive pour reconstituer l'intégralité des dépôts du public et recapitaliser le secteur bancaire dans son entier. C'est à ce moment décisif et rendu à ce point critique que l'euro pourrait bien exploser, la BCE éclatée en son milieu

et l'Allemagne refusant de se rendre à cette solution de la création monétaire massive.

Si donc nous voyons poindre la perspective du grand effondrement, alors oui, il y a plus que jamais matière à nous demander quoi reconstruire. Mais la toute première question est bien sûr à quelle échelle. Alors pour peu qu'on n'y cède pas aveuglement ou inconditionnellement ou bien hypocritement à la manière des amis de la mondialisation ou de l'Europe libérale, on peut poser une préférence à priori pour les ensembles politiques de taille aussi vaste que possible, éventuellement au-delà des nations actuelles. Mais quelles sont les solutions d'union praticables ? Évidemment pas n'importe lesquelles ? Et surtout avec qui ?

C'est ici que je me vois rendu au moment difficile et un peu pénible de mon discours; c'est un peu comme dans les réunions de famille où il y en a toujours un qui commence à dire des horreurs... Je dois vous dire que je doute de plus en plus qu'il soit possible à moyen terme de faire une union monétaire avec l'Allemagne. Et je dis cela car, me semble-t-il, il y a en Allemagne une croyance monétaire qui n'est pas du même ordre que les croyances politiques ordinaires – car après tout, on pourrait très bien opposer qu'il n'est pas plus réaliste de faire l'Europe progressiste avec la France de Hollande ou de Sarkozy... Mais c'est que la croyance monétaire allemande, quelle que soit d'ailleurs sa part de roman national – j'emploie le mot « roman » au sens de la psychanalyse de « roman familial », c'est-à-dire plus fantasmé que réel, car il faut le rappeler, c'est la grande dépression post-crise financière des années 30 plus que l'hyperinflation de 1923 qui a poussé vraisemblablement l'Allemagne vers le nazisme. La croyance monétaire allemande a une toute autre profondeur historique que la doxa néolibérale en France. Et autant on peut imaginer l'ordre à la fois doxique et politique en France voler en éclat à la suite d'un événement majeur, autant je ne vois pas de sitôt l'Allemagne, je veux dire le corps social allemand, abandonner sa croyance monétaire.

Alors on me dira qu'il y a maintenant en Allemagne des dissidents de la croyance monétaire dans les syndicats, dans les mouvements politiques en Allemagne je suppose également... Mais ces dissidences s'étendent-elles ou peuvent-elles s'étendre à des fractions significatives de la société? Peuvent-elles surmonter le poids de l'Histoire qui soutient la croyance monétaire et je dis pas seulement celle des années 30, l'histoire de la reconstruction de l'après-guerre celle du miracle allemand celle du réinvestissement de l'identité nationale allemande dans l'accomplissement économiques et monétaires, histoire dont on peut mesurer la force et le poids à ce seul fait que l'Allemagne a pu exiger et obtenir l'imposition de ses propres principes

de politique économique et monétaire à l'Europe tout entière.

Alors ça devrait pas être trop demander que cette discussion puisse avoir lieu analytiquement et sans être renvoyé aussitôt au registre infâmant de la germanophobie. Et je dois dire aussi que j'aimerais beaucoup être convaincu de me tromper. Mais je vous avoue que, pour l'heure, je ne vois pas ce qui pourrait m'empêcher de penser que, même en situation de crise ultime de l'euro, l'Allemagne n'est pas encore prête à accepter l'intervention massive d'une banque centrale et surtout à envisager de reconstruire une union sur des principes radicalement différents de ceux que finalement elle aura réussi à imposer à l'Europe.

Or s'agissant de cette reconstruction, voici ce que donne terme à terme cette inversion. Je passe très rapidement en revue quelques points que vous connaissez très bien :

- Sur l'extension des missions de la banque centrale, sur non plus son indépendance, mais sa réintégration dans le périmètre du contrôle démocratique
- Sur l'autorisation des financements monétaires des déficits publics
- Sur l'abrogation de l'article 63
- Enfin plus largement sur l'abandon d'un monde du pilotage automatique de la politique économiques, par des règles à valeur constitutionnelle
- et il faudrait même aller plus loin sur la déjuridisation générale et des politiques publiques européennes et du contrôle des politiques publiques nationales

Or c'est peut-être là que se noue une des questions les plus délicates. Car d'une part la juridisation des politiques publiques, c'est-à-dire leur soumission à des règles a priori est directement attentatoire aux principes de souveraineté en tant qu'il suppose fondamentalement la liberté du discrétionnel, et spécialement dans les situations exceptionnelles comme aujourd'hui.

Mais d'autre part il est vrai, on peut difficilement envisager une association de nations sans telles règles, car l'association même fait inmanquablement surgir ce qu'on appelle des « externalités monétaires et financières ». D'où la question préalable : existe-t-il des intermédiaires fiables entre les configurations nationales classiques et une union complète, je veux dire une union avec l'intégration politique pleine et entière? Si la réponse était non, et si par ailleurs l'union complète s'avérerait inaccessible, alors il ne faudrait pas hésiter à en revenir à la configuration nationale dont on sait au moins avec certi-

tude qu'elle satisfait pleinement le principe de la souveraineté populaire. Sans doute la sortie de l'euro à soi seule, telle qu'elle, recréerait autant de difficultés nouvelles qu'elles en résoudrait d'anciennes. Mais la pleine restauration du principe de souveraineté rendrait précisément possible de lui adjoindre toutes ses conditions institutionnelles latérales de viabilité, sans lesquelles en effet, le pur et simple retour à l'euro s'avérerait une manœuvre très périlleuse. Et je veux dire :

- Contrôle étatique des capitaux
- Rerégulation financière
- Tutelle publique sur les banques, etc.

Mais dans tous les cas, et je vais finir ici, il n'y a aucun lieu de se laisser intimider par des leçons de morale cosmopolites des privilégiés du capital économique et du capital culturel. J'accorde avec une grande facilité que l'internationalisme, le dépassement des actuelles nations, dessine au moins abstraitement une perspective très désirable en soi et continue même de constituer un possible horizon politique de référence. Mais précisément, il y a des idées abstraites qui mal concrétisées tournent mal et il y a des formes d'internationalisme qui ont le don de rendre odieux l'internationalisme et qui finalement en sont les pires ennemis, comme l'internationalisme néolibéral. Et j'irai même plus loin en vous soumettant ce dernier paradoxe : je ne crois pas du tout que les solutions nationales soient condamnées comme on le dit souvent au repli nationaliste, xénophobe ou haineux; je crois même que le respect partout du principe de souveraineté populaire est le prérequis d'une solidarité internationale qui ne soit pas que fantasmée.

En tout cas, si le choix est laissé entre la solution nationale et des solutions européennes mais vouées à maltraiter les peuples en leur imposant et les pires dépossessions de souveraineté et les pires régressions sociales, alors, pour ce qui me concerne, j'ai vite fait de prendre mon parti...